

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/258

G/SCM/W/268

29 janvier 1996

(96-0307)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE¹ AU SUJET DE LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PERUVIENNES²

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 janvier 1996.

Question

Puisque le Pérou n'a pas encore adopté de projet de réglementation mettant en oeuvre l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions de l'OMC, cela signifie-t-il que le Pérou ne prendra aucune mesures antidumping ou compensatoire avant que la réglementation n'ait été adoptée? Si tel n'est pas le cas, comment le Pérou assurera-t-il la compatibilité avec les Accords de l'OMC?

Réponse

Il est vrai que le Pérou n'a pas encore adopté de règlement concernant l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Mais il est à noter que, conformément à l'article 55 de la Constitution de 1993, ces accords ont le même statut que les lois adoptées par le Congrès et qu'ils sont d'application obligatoire sur tout le territoire péruvien.

Du moment qu'ils font partie de la législation nationale, ces deux accords s'appliquent à toutes les procédures concernant l'imposition de droits antidumping ou de droits compensateurs aux importations effectuées à des prix de dumping ou subventionnées et qui causent ou menacent de causer un dommage à la production nationale.

Un projet de décret suprême est en cours d'élaboration; il a pour objet de garantir la stricte application de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions approuvés par le Congrès en ce qui concerne les procédures administratives. Entre-temps, la législation nationale antérieure, soit le Décret suprême n° 133-91-EF et les modifications qui ont pu y être apportées, est appliquée à titre supplétif dans la mesure où elle n'est pas contraire aux dispositions des accords considérés.

¹G/ADP/W/83-G/SCM/W/92.

²G/ADP/N/1/PER/1 et G/SCM/N/1/PER/1.

Enfin, il importe de préciser que le cadre juridique en matière de dumping et de subventions se compose des dispositions qui ont été notifiées en temps utile au secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) par la Mission permanente du Pérou à Genève, de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des accords commerciaux multilatéraux contenus dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay, signé à Marrakech, Maroc, le 15 avril 1994. Ces accords ont été approuvés par le Congrès en vertu de la Décision législative n° 26407 du 1er janvier 1995, publiée au Journal officiel El Peruano du 19 janvier de la même année.

Question

Le Pérou pourrait-il apporter des éclaircissements sur les points suivants concernant l'incorporation de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions de l'OMC dans le système juridique péruvien?

- a) Quel est l'ordre hiérarchique des accords de l'OMC par rapport aux autres lois, règlements et autres règles administratives du Pérou?

Réponse

L'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, du moment qu'ils ont été approuvés par le Congrès en vertu d'une décision législative, ont le statut de loi et aucune autre norme promulguée par le pouvoir exécutif n'occupe dans la hiérarchie des lois un rang suffisamment élevé pour pouvoir modifier la portée des engagements contractés dans le cadre de ces deux accords.

- b) Les dispositions subséquentes (y compris les règlements et autres règles administratives) l'emporteront-elles sur les Accords de l'OMC? Par exemple le nouveau règlement prévu l'emporterait-il sur les Accords de l'OMC si un tribunal parvenait à la conclusion qu'il y a conflit?

Réponse

Toutes les règles en vigueur avant l'approbation des Accords de l'OMC qui étaient contraires aux Accords ont été abrogées.

Il n'y a donc aucun risque de conflit entre les règles nationales relatives au dumping et aux subventions d'une part et les dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires d'autre part. En tout état de cause, les juges et les tribunaux péruviens devront statuer conformément aux dispositions des accords en question.

Il importe de souligner que le système juridique du Pérou est fondé sur le droit romain, ce qui explique que la règle de l'"antériorité obligatoire", qui s'applique dans les pays dont le système juridique est fondé sur le "common law", n'a pas cours.

- c) En l'absence d'une disposition spécifique inscrite dans un règlement, quel est le niveau auquel des fonctionnaires seraient habilités à interpréter les Accords de l'OMC pour déterminer la procédure à suivre dans une action relative à des mesures antidumping ou à des droits compensateurs?

Réponse

En vertu du Décret-loi n° 25868 et de son règlement d'application, la Commission de contrôle du dumping et des subventions, qui relève de l'Institut national pour la défense de la concurrence et la protection de la propriété intellectuelle (INDECOPI) est le seul organe administratif de première instance habilité à instruire une affaire concernant la détermination de l'existence d'importations effectuées à des prix de dumping ou subventionnées et à statuer sur ce sujet. Elle se fonde à cet effet sur l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires afin de décider s'il y a lieu ou non d'imposer un droit antidumping ou un droit compensateur de façon à prévenir et à corriger les distorsions de la concurrence sur le marché résultant des pratiques de dumping et de subventionnement.

Par ailleurs, l'instance compétente pour interpréter et faire appliquer ces dispositions en deuxième et dernier recours sur le plan administratif est le Tribunal de défense de la concurrence et de la propriété intellectuelle, qui relève aussi de l'INDECOPI.

- d) En cas de conflit entre les Accords de l'OMC et d'autres lois, les fonctionnaires chargés de l'enquête se prononceraient-ils sur le point de savoir quel est celui des textes qui l'emporte sur l'autre?

Réponse

Selon le droit péruvien, en cas de conflit entre la législation nationale d'une part et les dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires d'autre part, les autorités nationales sont tenues d'appliquer les règles spéciales, qui prévalent sur toutes les autres règles de caractère général.

Il importe de relever toutefois qu'il ne peut pas y avoir conflit puisque, comme on l'a déjà vu, le texte portant approbation des accords occupe un rang supérieur dans la hiérarchie des lois.

- e) Une partie intéressée pourrait-elle faire appel devant les tribunaux de l'interprétation des Accords de l'OMC donnée par des fonctionnaires?

Réponse

Toute partie qui se considère lésée par une décision de la Commission de contrôle du dumping et des subventions de l'INDECOPI est en droit de saisir le Tribunal de défense de la concurrence et de la propriété intellectuelle de l'INDECOPI, après quoi les recours administratifs sont épuisés.

Il peut être fait appel des décisions du Tribunal de défense de la concurrence et de la propriété intellectuelle de l'INDECOPI devant les instances judiciaires. Ce sont les chambres civiles de la Haute Cour de justice de Lima qui ont compétence en la matière, conformément aux dispositions de la Loi organique concernant le pouvoir judiciaire.

Il peut être fait appel des décisions de ces chambres devant la Chambre constitutionnelle et sociale de la Cour suprême.

- f) Quelle serait l'attitude du Pérou en cas de conflit d'opinion entre un tribunal péruvien et l'Organe de règlement des différends de l'OMC quant à l'interprétation des Accords de l'OMC?

Réponse

Selon le droit interne, la hiérarchie des recommandations et des décisions des organes de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce, par rapport aux décisions des instances administratives et judiciaires, est régie par les dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 (antidumping) et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, selon le cas. Le Pérou, en tant que Membre de ces accords, est donc tenu de mettre en oeuvre les recommandations et décisions des organes de règlement des différends, en application du principe de droit international "pacta sunt servanda".